

● **Présentation :**

Dans cette période de crise sanitaire il est temps de repenser nos modes de production, de consommation, et de rompre avec une économie dont on voit les résultats désastreux sur un plan social, démocratique et écologique. Cet appel à la construction d'un mouvement populaire à pour volonté de produire une alternative économique, démocratique, politique et écologique. Nous appelons les forces de progrès à trouver le chemin de l'unité parce que « l'utopie c'est pour demain ».



La crise que nous vivons confirme que le personnel soignant, en lutte depuis des mois, avait raison d'interpeller le gouvernement et les parlementaires, réclamant des dotations supplémentaires pour l'hôpital public, s'alarmant des carences en moyens sanitaires dont souffre notre pays. Ils dénoncent depuis des années ces politiques d'austérité qui participent activement à la mort lente de notre hôpital public. Une politique qui s'inscrit dans une logique de marchandisation du monde.

Celle des gouvernants qui rêvaient et rêvent encore d'un monde dérégulé en proie aux voracités du marché. C'est l'alpha et l'oméga d'une pensée libérale devenue en ces temps clairement meurtrière.

Alors comme en 2008, à chaque épisode de crise systémique, qu'elle soit financière, économique ou comme aujourd'hui sanitaire, nous entendons la classe politique gouvernementale, et observateurs en tout genre véritables experts autoproclamés, tresser des louanges à notre système de protection sociale et à nos services publics.

Ces mêmes acteurs, et le mot n'est pas galvaudé, qui depuis des années s'emploient à détricoter notre modèle social, tout en asphyxiant nos services publics.

Nous ne sommes plus dupes aujourd'hui de ces manœuvres bassement politiciennes qui, en pleine période de crise, manifestent leur attachement viscéral à l'esprit de la république.

Nous nous rappelons tous du discours du président Sarkozy sur la crise financière de 2008, aux accents très «*Jaressiens*».

Et depuis, la machine mortifère du capitalisme n'a eu de cesse que de continuer sa basse besogne de casse de l'intérêt général pour défendre les seuls intérêts d'une oligarchie financière.

C'est ce processus économique d'accapuration des biens et des pouvoirs qui détruit nos modèles sociaux, notre écosystème, et notre démocratie.

Nous constatons chaque jour la lente déliquescence financière et morale de ce système économique qui apporte une nouvelle fois la preuve de son incapacité à régler les problèmes et les misères qu'il génère. Nous sommes face à un gouvernement pris dans la nasse de choix économiques dont il ne peut se départir.

Cette structure économique fourvoie les esprits et construit des rapports sociaux basés sur la domination et l'aliénation.

C'est une production cynique établie par une poignée d'aristocrates, avec la complicité tacite et active des pouvoirs gouvernementaux, et de certains médias tenus par cette même ploutocratie.

Mais cette lente décomposition traîne derrière elle son lot de drames humains, de guerres, de famines, d'exploitations, de régimes autoritaires, de fin de droits universels, d'atteintes aux libertés publiques et individuelles... une horreur économique, sociale, démocratique et écologique. Quand fera-t-on le sinistre bilan de cette économie capitaliste, quand écrira-t-on le livre noir du néo-libéralisme forcené ?

Face à ce constat, nous avons le devoir de construire un nouveau modèle économique et couler les fondations d'une nouvelle ère démocratique. Les deux vont de pair et sont constitutifs d'une nouvelle page de nos vies en commun.

Nous devons trouver cette harmonie entre une économie socialisée au service des femmes et des hommes, et une démocratie qui rompe définitivement avec un fonctionnement vertical et autocrate facilité par les institutions de la Vème république.

C'est au peuple de prendre en main les clés de son destin et refonder en profondeur une démocratie réelle aux antipodes d'une démocratie représentative qui ne représente plus que les intérêts de la classe dominante.

La composition sociale de l'assemblée nationale est en soi révélatrice d'une déconnexion totale avec la réalité de notre sociologie. L'abstention en hausse constante à toutes les élections est la preuve que les citoyens ne se sentent plus représentés.

La démocratie est institutionnelle, politique mais aussi sociale.

Le monde du travail doit prendre le contrôle de l'outil productif, doit décider des choix de production, des stratégies et des orientations. Nous devons sortir d'une organisation de la production et de la société conçue par et pour une classe dominante. On voudrait nous faire croire que cette dernière serait la seule capable de tenir l'appareil productif et assurer la prospérité ? Cette mystification permet à cette oligarchie de tenir sans partage les rênes du pouvoir.

C'est l'ensemble de nos institutions qui est à repenser dans son fonctionnement démocratique. Notre constitution est à bout de souffle et ne permet pas à l'intelligence collective de donner corps aux biens communs. Il n'est plus possible de laisser un seul homme concentrer autant de pouvoirs tant au niveau national que local au seul motif de sa victoire un soir d'élection.

Nous devons sortir de ces fonctionnements à la pensée unilatérale.

Le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ne peut se résumer à un slogan mais doit se concrétiser dans le réel, correspondre à un fonctionnement institué.

La richesse d'un pays ne peut se mesurer par le niveau des indices boursiers et des spéculations en tout genre mais bien à l'aune du travail des salariés, seuls véritables créateurs de richesse et de biens communs, la crise que vit le pays nous en apportant la preuve, s'il en était encore besoin.

Nous ne pouvons clôturer cet appel sans parler de la jeunesse qui écrira les futures pages de nos destins collectifs. Cela nous renvoie à la question centrale de l'éducation, au sens de la transmission des savoirs et du développement de l'esprit critique. L'école doit être le ferment de cette transformation sociale et culturelle avec pour vision le « tous ensemble » à la place du « chacun pour soi ».

Ce long chantier doit commencer dès aujourd'hui avec toutes les forces qui fondent l'espoir d'un monde meilleur. Nous appelons toutes les forces vives et de progrès.....associatives, gilets jaunes, syndicales, politiques, à se retrouver pour construire ce monde nouveau.

***Pour le syndicat CGT
De la Mairie de Tarbes
Gilles Haurie***